LeJournaldesdécideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0310 du Jeudi 10 Juin 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

Voltic
EAU MINÉRALE NATURELLE
NATURAL MINERAL WATER
Ne dites plus eau, dites Voltic

Commerce du miel au Togo

• (Page 03)

Revenu des apiculteurs en hausse de 54,5%

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Asie • (Page 08)

Le riz basmati sème la discorde entre l'Inde et le Pakistan

Qui de l'Inde ou du Pakistan aura le droit d'exporter du riz estampillé «basmati» à ...

Reprise économique

La Banque mondiale prévoit la plus forte croissance en 80 ans

L'institution financière a revu à la hausse mardi ses projections de croissance mondiale pour cette année, tout en déplorant le ... • (Page 08)

Levée de fonds

Ecobank annonce un projet de 162 milliards FCFA

Ecobank Transnational Incorporated annonce, le 7 juin 2021, un projet de levée de ... • (Page 04)

Restauration des écosystèmes

La BAD et ses partenaires célèbrent la nature

Comme chaque année, la Banque africaine de développement s'est associée, le samedi 5 juin, au ministère de l'Environnement et du Développement durable ... • (Page 06)

Journée Mondiale de l'Accréditation

Kodjo ADEDZE invite les acteurs à jouer leur partition

En vue de renforcer la confiance des clients, le ministre du commerce et de la promotion de la consommation ... • (Page 04)

Covid-19

• (Page 02)

Les USA classent le Togo parmi les pays les plus sûrs au monde

Trafic de stupéfiants

«Asso-6» battant pavillon togolais intercepté au large de Dakar

La marine sénégalaise a intercepté, le 6 juin 2021, un navire battant pavillon togolais. L'information a ... • (Page 11)

SETIF - TOGO Sarl - U
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO
togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg
...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Covid-19

Les USA classent le Togo parmi les pays les plus sûrs au monde

Après le Royaume-Uni il y a quelques semaines, c'est au tour des Etats-Unis d'Amérique de classer le Togo, parmi les destinations les plus sûres au monde pour ses ressortissants et tous les voyageurs, apprend-on de source officielle.

• *Nicole ESSO*

Le département d'État américain, qui déconseillait encore il y a peu la plupart des destinations africaines au motif de la pandémie de coronavirus, vient en effet de publier une liste exhaustive actualisée, des pays, selon que le voyage soit déconseillé (niveau 4), à reconsidérer (niveau 3), objet d'une vigilance accrue (niveau 2), ou juste d'ordre "prendre les précautions normales" (niveau 1). Le Togo se classe dans cette dernière catégorie, c'est-à-dire celle des pays à faible risque de contamination au Covid-19, aux côtés de seulement 10 autres pays du monde, dont 5 africains : Eswatini, Ghana, Gambie, Malawi, Sénégal.

Dans les faits, les voyageurs du Pays de l'Oncle Sam à destination du Togo devront simplement présenter un test PCR négatif datant de moins de 7 jours et respecter une période d'isolement à domicile de 10 jours, tel que prévu. C'est un nouveau satisfecit pour le Togo, qui voit ainsi sa politique de gestion de la situation sanitaire, validée une nouvelle fois. Ces bonnes notes se traduisent également dans les chiffres, puisque depuis plusieurs semaines, le nombre de nouveaux cas de contamination a drastiquement chuté. De 1348 cas actifs le 10 mai dernier, le pays n'en compte plus que 167 au dernier décompte (07 juin).

Café

Vers une embellie des cours mondiaux en 2020 / 2021

Le café est la seconde matière première la plus échangée au monde après le pétrole. Si sur ces dernières campagnes, les cours ont atteint des niveaux historiquement bas, l'année caféière 2020/2021 pourrait bien être celle d'une relance.

La campagne 2020/2021 sonnera-t-elle enfin l'heure de la reprise des cours mondiaux du café ? Alors que les prix ont entamé une chute depuis la saison 2017/2018 en raison de l'abondance de l'offre et d'une demande atone, plusieurs indicateurs du marché sont désormais dans le vert. En effet, la moyenne mensuelle du prix indicatif composé de l'Organisation internationale du café (OIC) a atteint en mai dernier, 134,78 cents pour la livre (0,5 kg de fèves). Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle enregistrée par l'indice composite depuis février où la livre de café a été échangée à 137,68 cents. Plus important encore, cette embellie marque l'augmentation continue et régulière des prix pour le 7e mois consécutif. Pour l'OIC, cette tendance positive soutient l'hypothèse d'un retour à des rémunérations plus décentes pour les caféiculteurs dont les moyens de subsistance ont été mis à rude épreuve ces dernières années. Dans son dernier rapport mensuel pour le mois de mai, le groupe intergouvernemental souligne que la consommation mondiale de café devrait ainsi grimper de 1,9 % pour se chiffrer à 167,58 millions de sacs en 2020/2021. Ceci grâce aux bonnes perspectives de reprise de l'économie liées à l'allègement des restrictions et aux programmes de vaccination. De son côté, la production affichera une progression limitée de 0,4 % à 169,6 millions de sacs, ce qui contribuera à une contraction du surplus à 2 millions de sacs contre 3,28 millions de sacs un mois plus tôt. L'embellie des prix pourrait encore continuer en 2021/2022 en raison de la baisse de la récolte prévue du côté du Brésil qui sera dans l'année défavorable du cycle biennal de l'Arabica et des réductions attendues chez d'autres fournisseurs de fèves.

Avec Agence Ecofin

AUX DÉCIDEURS...

Pauvreté et énergie...

La réduction de la pauvreté pourrait réduire la demande d'énergie, selon des recherches.

En effet, la stratégie dominante pour mettre fin à l'extrême pauvreté repose sur la conviction que nous devons faire croître le « tarte » économique afin de pouvoir produire plus de biens et de services, en même temps que la capacité de dépense des ménages et du gouvernement augmente pour consommer ces biens et prestations de service.

Cependant, avec le creusement des inégalités et une crise sanitaire aiguë dans une grande partie du monde, beaucoup échappent encore aux avantages promis de la croissance économique. Il s'avère que la pauvreté n'est pas seulement une question de revenu : elle consiste en de multiples privations.

En général, les gens sont pauvres non pas parce qu'ils ont moins de l'argent à dépenser qu'un certain seuil de pauvreté, mais parce qu'ils ne peuvent pas accéder aux biens et services qui fournissent l'assainissement, l'éducation ou la santé. Souvent, ceux-ci ne sont pas accessibles même avec des revenus accrus.

Nous avons constaté que les ménages qui ont accès à des combustibles propres, à de l'eau potable, à une éducation de base et à une alimentation adéquate - c'est-à-dire ceux qui ne vivent pas dans l'extrême pauvreté - peuvent utiliser aussi peu que la moitié de l'énergie de la moyenne nationale dans leur pays.

C'est important, car cela va directement à l'encontre de l'argument selon lequel davantage de ressources et d'énergie seront nécessaires pour que les populations des pays du Sud échappent à l'extrême pauvreté. Le facteur le plus important est le passage des combustibles de cuisson traditionnels, comme le bois de chauffage ou le charbon de bois, à l'électricité et au gaz plus efficaces (et moins polluants).

Les ménages les plus pauvres utilisent plus d'énergie sale que les ménages plus riches, avec des impacts sur la santé et le genre. Cuisiner avec des combustibles inefficaces consomme beaucoup d'énergie.

Mais les ménages avec des revenus plus élevés et plus d'appareils ont-ils une meilleure chance d'échapper à la pauvreté ? Certains le font, mais avoir des revenus plus élevés et des téléphones portables ne sont ni des conditions préalables ni des garanties pour que les besoins de base soient satisfaits.

Les ménages plus riches sans accès à l'électricité ou à l'assainissement ne sont pas épargnés par la malnutrition des enfants ou les problèmes de santé liés à l'utilisation du charbon de bois. Ironiquement, pour la plupart des ménages, il est plus facile d'obtenir un téléphone portable qu'un combustible propre et non polluant pour cuisiner.

Par conséquent, mesurer les progrès via le revenu des ménages conduit à une compréhension incomplète de la pauvreté et de ses privations.

En abordant ces questions, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander pourquoi tant de pays de l'hémisphère sud ont une si faible capacité à investir dans ces services. Cela a à voir avec le fait que la pauvreté n'arrive pas tout seul : elle est créée via des systèmes interconnectés d'extraction de richesse tels que l'ajustement structurel ou les coûts élevés du service de la dette nationale.

Étant donné que le changement climatique est causé par la consommation d'énergie d'une riche minorité dans le nord du monde, mais que les conséquences sont supportées par la majorité dans le sud plus pauvre, le développement humain n'est pas seulement une question de justice économique mais aussi de justice climatique. L'investissement dans des services collectifs vitaux sous-tend les deux.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commerce du miel au Togo

Revenu des apiculteurs en hausse de 54,5%

La vente du miel et de la cire au Togo ont permis aux apiculteurs de tirer un revenu de 190,8 millions de F CFA 2019 contre 123,2 millions de F CFA en 2019 soit une hausse de 54,5%, indique le ministère de l'Agriculture de l'Elevage et du Développement rural dans un focus publié le 07 juin 2021.

• *Joël YANCLO*

La filière apicole est en plein essor au Togo. Les dernières données disponibles indiquent que l'apiculture est pratiquée dans toutes les régions du Togo par 1 658 hommes et femmes. Les hommes représentent 81,2% des apiculteurs et les femmes 18,8%. Leur répartition selon les régions montre que la région des Plateaux détient la plus grande proportion d'apiculteurs (41,8%), suivie par les régions des Savanes (20,6%), de la Kara 20,3%, de la Centrale (12,5%) et de la Maritime (4,8%), selon la direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) du ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (MAEDR). La vente du miel et de la cire ont permis aux apiculteurs de tirer un revenu de 190,8 millions de F CFA 2019 contre 123,2 millions de F CFA en 2018 soit une hausse de 54,5%. Les résultats du recensement montrent que la majorité (60,2%) des apiculteurs ont un âge compris 40 et 60 ans. Les moins de 40 ans représentent 33,0% et celle de plus de 60 ans 6,8%. La situation dans les régions est pratiquement la même qu'au niveau national. Selon les données du ministère de l'Agriculture de l'Elevage et du Développement rural, la production du miel pour le compte de l'année 2018 est 37 727,0 litres et de 59 833,8 litres en 2019 soit une hausse de 58,6%. Quant à la cire, une production de 3 231,3 Kg a été obtenue en 2019 contre 2 949,5 Kg en 2018 soit une hausse de 9,6%. Ceci dénote de l'ampleur que prend le secteur apicole au Togo. Les apiculteurs sont organisés en 85 sociétés coopératives simplifiés (SCOOPS) au Togo, membres d'union de coopérative préfectorale (27) et régionale (5). De plus, les acteurs des différents maillons de la filière apicole se sont organisés les 27 et 28 novembre 2019 en interprofession dénommée « Conseil Interprofessionnel de la Filière Apicole (CIFAP) ». Ce conseil est porté par la fédération nationale des coopératives apicoles et l'association nationale des produits de la ruche. En termes de matériel et d'outils disponibles, l'on dénombre 6 673 ruches, 5 343 peuplées et 304 extracteurs. La région de la Centrale est la plus équipée en ruches et en peuplées. Les extracteurs sont plus dans la région Maritime. La répartition par région montre que la région Centrale produit la plus grande quantité de miel. Elle est suivie des Savanes et des Plateaux. Les commerçants sont organisés en association régionale (ASM, URCDM-RK, SENAM-ESSO, …) à laquelle tous appartiennent. L'apiculture est une branche de l'agriculture qui consiste en l'élevage d'abeilles à miel pour exploiter les produits de la ruche, principalement du miel mais également la cire. En plus de ses répercutions écologiques positives, l'apiculture est une activité économiquement rentable. La valeur des rendements accrus et la qualité des cultures obtenues grâce à la pollinisation des abeilles sont une source d'opportunité et d'affaires pour les investisseurs. Car, c'est une activité génératrice de revenus qui génère divers produits tels que le miel, la cire, le pollen, la propolis, la gelée royale, le venin d'abeilles, etc. dont l'utilisation aussi bien en alimentation qu'en thérapeutique est établie. Les utilisations variées de ces produits par l'homme assurent un bon marché et représentent un revenu d'appoint pour l'apiculteur. La filière apicole au Togo est donc sur la bonne voie. Un nouvel or jaune en perspective.

Economie

Comment le Togo a réussi le reprofilage de sa dette intérieure

En juin 2020, le Togo a annoncé avoir finalisé l'opération de reprofilage de sa dette intérieure, entamée un peu plus de 6 mois plus tôt. Si l'agence de notation financière Moody's avait indiqué que le rééchelonnement de la dette permettait au pays de réduire d'environ 130 millions € son service de la dette au cours des trois prochaines années, on en sait davantage sur comment le pays ouest-africain a réussi ce coup de poker.

Dans les détails, le premier reprofilage a été possible grâce à un emprunt de 103 millions € (67 milliards FCFA), auprès de la Tokyo-MUFG, la plus grande banque japonaise, au taux de 4,68 % l'an pour 10 ans dont 2 de différé. Garanti à 100 % par l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA), dont le Togo est devenu membre en 2019, cet emprunt a permis de rembourser par anticipation un encours de 21 milliards de FCFA d'un crédit contracté auprès de la BOAD au taux de 7,5 % et de maturité résiduelle 3,5 ans. Ce même crédit a également servi à solder un autre encours de 44 milliards FCFA d'un emprunt syndiqué de maturité résiduelle 3,5 ans, effectué sur le marché financier sous régional au taux de 6,9 %, et arrangé par la Sogebourse. La réalisation de la seconde phase de l'opération de reprofilage est le fruit d'un financement arrangé par le Français, Société Générale. Cet emprunt contracté en juin 2020, en pleine Covid-19, est estimé à 147 millions d'euros, soit 96 milliards FCFA au taux de 4,54 % l'an pour une durée de 10 ans dont 2 de différé. La levée de fonds qui bénéficie également de la garantie de l'ACA, a permis de rembourser par anticipation deux emprunts en FCFA auprès de la BOAD, 18 milliards FCFA, ainsi qu'un emprunt contracté auprès d'Ecobank, dont le solde restant dû était de 72,4 milliards FCFA. Au total, la stratégie de reprofilage a permis au pays d'atténuer le risque de refinancement en allongeant la maturité moyenne du portefeuille qui passerait de 5,1 ans à fin 2019 à 7 ans en 2024.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Journée Mondiale de l'Accréditation

Kodjo ADEDZE invite les acteurs à jouer leur partition

En vue de renforcer la confiance des clients, le ministre du commerce et de la promotion de la consommation locale, Kodjo ADEDZE a dans un message invité, ce mercredi 9 Juin 2021 à l'occasion de la 14ème édition de la Journée Mondiale de l'Accréditation, tous les responsables des laboratoires, des organismes d'inspection et de certification tant du secteur public que privé à jouer pleinement leur partition en soumettant leurs différentes structures à l'accréditation.

● *Bernard AFAWOUBO*

La communauté internationale célèbre chaque 9 juin, la Journée Mondiale de l'Accréditation. Le but visé par cette célébration est de montrer le rôle important que joue l'accréditation dans la réalisation du programme de développement durable et son impact sur le développement socio-économique. Cette année, le thème retenu est : « L'accréditation supporte la mise en œuvre des objectifs de développement durable ». Selon Kodjo Adedze, ministre en charge du commerce, ce thème vient à point nommé car le Togo est fortement engagé dans la mise en œuvre des dix-sept (17) ODD avec ses cent soixante-neuf (169) cibles définis par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ces ODD s'articulent autour de l'intégration de trois (3) dimensions du développement durable que sont : l'économie, le social et

● *Le ministre du commerce et de la promotion de la consommation locale, Kodjo ADEDZE*

l'environnement. « L'accréditation est une procédure par laquelle une instance habilitée reconnaît formellement la compétence d'un organisme ou d'une personne à mener des tâches particulières. Elle est l'un des piliers fondamentaux de l'infrastructure de la qualité » a-t-il rappelé. Le ministre Adedze a saisis donc cette opportunité pour inviter tous les responsables des laboratoires (de biologie médicale, de métrologie, d'analyses et essais), des organismes d'inspection et de certification tant du secteur public que privé à jouer pleinement leur partition en soumettant leurs différentes structures à l'accréditation. C'est à cette seule condition que nous pourrons renforcer la confiance des clients, améliorer l'accès de nos produits sur les marchés, à minimiser les risques d'erreurs, et réduire les coûts de gestion et production. Il a par ailleurs invité les opérateurs économiques, les professionnelles de la qualité, et les acteurs de l'accréditation à adhérer pleinement aux activités de cette journée et à s'approprier le contenu, dans le strict respect des mesures barrières à la pandémie de la COVID-19.

L'importance et le rôle de l'accréditation

Le pays a pu mesurer l'importance de l'accréditation dans le contexte de la gestion de la crise sanitaire de la COVID-19, de la relance économique post-COVID-19, de l'entrée en vigueur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), mais également de la promotion de la consommation locale. En effet, l'accréditation permet de fournir les bases techniques et opérationnelles qui sont essentielles au fonctionnement de nos sociétés. Elle soutient les programmes de développement des Etats dans des domaines tels que le commerce transfrontalier, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments, la santé, la protection de l'environnement, le développement industriel et des infrastructures. Elle fournit une plateforme de confiance pour la définition, le développement et la vérification des exigences relatives aux produits et services, contribuant ainsi à garantir et à démontrer que ceux-ci répondent aux normes spécifiques.

Le SOAC pour réduire les coûts exorbitants d'accréditation

L'UEMOA a misé sur l'intégration régionale en mettant en place le Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) qui couvre les besoins des huit (8) Etats membres dans le domaine. L'objectif visé par les Chefs d'Etats de l'Union en mettant en place cet organisme commun d'accréditation est de réduire les coûts exorbitants d'accréditation des différents OEC (Organismes d'évaluation de la conformité) des pays imposés par des organismes d'accréditation étrangers. Le ministre a rappelé que le SOAC est chargé d'accréditer les organismes d'évaluation de la conformité de l'Union dans le respect des normes internationales, a démarré ses activités en 2018. Aujourd'hui, il est membre de la Coopération Africaine d'Accréditation (AFRAC), de la Coopération Internationale pour l'Accréditation des Laboratoires (ILAC) et du Forum International d'Accréditation (IAF). Ces différentes affiliations lui permettent de s'aligner sur les meilleures pratiques internationales.

Levée de fonds

Ecobank annonce un projet de 162 milliards FCFA

Ecobank Transnational Incorporated annonce, le 7 juin 2021, un projet de levée de fonds de 300 millions $EU, soit environ 162 milliards de FCFA, d'obligations Tier 2 à taux fixe conformes aux normes de développement durable.

● *Junior AREDOLA*

Ecobank Transnational Incorporated ("ETI"), la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain avec des opérations bancaires dans 33 pays, informe par la présente la Nigerian Exchange Limited, la Ghana Stock Exchange et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (les "Bourses") de son intention de lever 300 millions de dollars EU sur les marchés internationaux d'emprunt de capitaux, par

l'émission d'obligations Tier 2 conformes aux normes de développement durable, conformément à la règle 144A et au règlement S de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (les "Obligations"). Un montant équivalent au produit net des Obligations servira à financer ou refinancer, en partie ou en totalité, des actifs éligibles nouveaux ou existants, conformément au plan de financement durable de ETI. Compte tenu de ce qui précède, ETI a le plaisir d'informer les Bourses du lancement des Obligations. ETI a l'intention de coter les Obligations à la Bourse de Londres afin qu'elles soient négociées sur son marché réglementé. Il convient de noter que l'émission des Obligations (la "Transaction") est soumise aux conditions du marché et à la conclusion des documents nécessaires à la Transaction.

UEMOA

L'encours des créances intérieures a connu une hausse en 2020

L'encours des créances intérieures en 2020, dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA), a connu une hausse de 5.352,2 milliards FCFA, soit 16,9% par rapport à son niveau de fin décembre 2019. Il s'est situé à 360978,5 milliards FCFA.

● *Eyram AKAKPO*

Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), cette évolution a été induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les Administrations publiques centrales (APUC) et de la hausse des crédits aux autres secteurs des économies de l'union. Les créances nettes des institutions de dépôt sur les APUC ont, en effet, augmenté de 4.223,6 milliards FCFA pour ressortir à 12.341,7 milliards FCFA e, décembre 2020, en raison de l'accroissement de 3.138,5 milliards FCFA, soit 38,7% des concours du système bancaire aux Etats. En effet, la hausse des créances nettes de la BCEAO a été induite par le décaissement des appuis financiers du Fonds monétaire international (FMI) en faveur des Etats. Le rythme de progression des concours des institutions de dépôt aux secteurs de l'économie autres que l'administration centrale, selon l'institution financière, sest ressorti à 4,8%, en ralentissement par rapport à la croissance de 7,3% en 2019. Cependant, force est de constater l'accroissement des concours des banques aux entreprises qui est passé de 5,5% en 2019 à 7,6% en 2020. En revanche, les crédits aux ménages ont augmenté dans une proportion moindre, soit 2,1% en 2020 contre 11,2% en 2019. La masse monétaire s'est consolidée de 5.012,3 milliards FCFA ou 16,4%, pour ressortir à 35.612,8 milliards FCFA. Cette consolidation de la liquidité globale de l'UEMOA s'est traduite par l'augmentation des dépôts de 3.630 milliards FCFA soit 15,3% et celle de la circulation fiduciaire de 1.382,3 milliards FCFA. Ou 19,9%

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES SERVICE GENERAUX

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

APPEL A CANDIDATURE N° 004 /2021 /OTR/CG/CSG/DRHFP

Dans le cadre de l'opération du recensement fiscal général géolocalisé en région en collaboration avec les maires des communes, l'Office Togolais des Recettes (OTR) lance un appel à candidatures pour le recrutement des « Agents Recenseurs » dans les conditions ci-après :

CONDITIONS A REMPLIR

- Etre de nationalité togolaise ;
- Résider dans la commune pour laquelle on postule ;
- Etre âgé de trente-cinq (35) ans au maximum le 1er janvier 2021 ;
- Avoir au moins un BAC II ou tout diplôme équivalent ;
- Maitriser parfaitement l'outil informatique ;
- Avoir une expérience dans la collecte des données surtout à l'aide d'une tablette ;
- Etre de moralité et d'intégrité irréprochables ;
- Avoir une bonne condition physique ;
- Etre un pair éducateur en matière fiscale ou membre du club des amis de fisc ou encore avoir participé au programme ATENS (Avançons Tous Ensemble) serait un atout.

Les termes de référence du présent avis d'appel à candidatures peuvent être retirés de 7h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30, tous les jours ouvrables dans les divisions des impôts (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong) ou téléchargés sur le site web de l'OTR www.otr.tg.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les personnes intéressées par le présent appel à candidatures doivent adresser sous pli fermé à Monsieur le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) :

- Une lettre de candidature datée et signée ;
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé mentionnant les noms et prénoms, l'adresse téléphonique et électronique du candidat ;
- Une copie du certificat de nationalité ;
- Une copie de la preuve du niveau requis et une attestation des titres et expériences évoqués ;
- Une quittance de 2000 FCFA payable dans les divisions des impôts (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong).

TERMES DE REFERENCE

Titre du poste	*Lieu du Travail*
Agent recenseur	*Sur toute l'étendue du territoire national*
Nom du titulaire du poste	***Supérieur hiérarchique***
A déterminer	***Contrôleur des opérations de collecte***

Objectif Principal du Poste

Sous la supervision du contrôleur des opérations de collecte, l'agent recenseur administre au public cible un questionnaire de collecte de données et enregistre les informations sur la tablette mise à sa disposition en vue d'un compte rendu pour les besoins de traitement.

Tâches & Responsabilités Principales

Tâches opérationnelles :

L'agent recenseur est chargé des tâches opérationnelles suivantes :

1. Exécuter les opérations de recensement des contribuables suivant les outils et canevas mis à sa disposition ;
2. Interroger le public cible sur la base d'un questionnaire mis à disposition ;
3. Enregistrer objectivement les réponses fournies sur la tablette mise à sa disposition ;
4. Suivre et soutenir le programme de collecte des données sur le terrain ;
5. Envoyer journalièrement au superviseur, les données collectées sur le terrain ;
6. Travailler en équipe pour éviter les doublons d'informations et remonter les informations relatives aux difficultés ;
7. Produire un rapport journalier de collecte d'informations ;
8. Prendre soin des matériels de collecte mis à sa disposition pour l'opération ;
9. Exécuter toute autre tâche confiée par le supérieur hiérarchique.

Spécifications Personnelles

Qualifications	*Expérience*
Essentielles *10.* Avoir au moins un BAC II ou tout diplôme équivalent ; 11. Avoir une attestation/certificat de formation de l'outil informatique.	*Souhaitable* : 12. Une expérience en qualité d'agent de collecte de données surtout sur tablette serait un atout.
Connaissances Spéciales	
Essentielles 13. Connaissance de l'outil informatique (Microsoft Word, Excel, Power Point, Android, etc.) ; 14. Etre capable de lire un plan urbain ; 15. Etre capable de rédiger des rapports de collecte de données.	*Souhaitable* 16. Avoir une connaissance de base en langues locales du milieu.
Qualités personnelles	
Essentielles 17. Etre capable de travailler en équipe et d'organiser son planning journalier ; 18. Bonnes capacités relationnelles ; 19. Esprit d'initiative et sens des responsabilités ; 20. Disponible, dynamique, tenace et motivé ; 21. Méthodique et possédant des qualités rédactionnelles ; 22. Faire preuve de neutralité et de discrétion ; 23. Courtoisie et sens facile du contact.	*Souhaitables* 24. Avoir une bonne condition physique ; 25. Avoir des aptitudes à convaincre ; 26. Etre patient, courtois et professionnel.

L'enveloppe portant, à l'extérieur au recto, uniquement la mention « **Agent recenseur suivi du nom de la commune pour laquelle vous postulez** » et contenant les pièces exigées, est déposée contre récépissé à la division des impôts de la région de ressort aux heures suivantes : **07H30 à 12H00 et 14H30 à 17H00**, tous les jours ouvrables et ce au plus tard le 25 JUIN 2021.

NB : -Chaque candidat ne peut postuler que pour une seule commune à la fois sous peine d'être éliminé ;

-La durée du recensement dans chaque région sera de six (6) semaines.

Office Togolais des Recettes (OTR), 41, Rue des Impôts, Immeuble OTR,
BP : 20823, Tél. : 22 53 14 00, Site web : www.otr.tg

Lomé le 01 JUIN 2021

Le Commissaire Général pi

REPUBLIQUE TOGOLAISE OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES COMMISSARIAT GENERAL

Philippe Kokou B. TCHODIE

Restauration des écosystèmes

La BAD et ses partenaires célèbrent la nature

Comme chaque année, la Banque africaine de développement s'est associée, le samedi 5 juin, au ministère de l'Environnement et du Développement durable de Côte d'Ivoire, au Programme des Nations unies pour l'environnement et à d'autres partenaires pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement.

● *Nicole ESSO*

La Journée mondiale de l'environnement, dont le Pakistan accueille les célébrations mondiales, était célébrée sur le thème de la « restauration des écosystèmes ». Elle marquait également le lancement officiel de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030. La restauration des écosystèmes prend de nombreuses formes : faire pousser des arbres, reverdir les villes, régénérer les jardins, modifier les régimes alimentaires ou encore nettoyer les rivières et les côtes. À cette occasion le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Jean-Luc Assi, a présidé la cérémonie officielle organisée, vendredi 4 juin, à l'Hôtel du district d'Abidjan, en présence de partenaires techniques et financiers, de présidents d'institutions, de diplomates et de représentants du secteur privé et de la société civile. Plusieurs membres du cabinet du président de la Banque africaine de développement, des directeurs et chefs de service ont également participé à la cérémonie. Célébrée en Côte d'Ivoire sous le slogan « Ensemble, redonnons vie à la nature », la Journée mondiale de l'environnement vise à rappeler à la population les grands défis environnementaux liés à la disparition des écosystèmes, les changements climatiques et la pollution. « La conservation et la restauration des écosystèmes peuvent offrir d'importantes opportunités économiques, tout en réduisant la pauvreté et en luttant contre le changement climatique en Afrique, a déclaré Al Hamdou Dorsouma, directeur par intérim du Département du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement. C'est la raison pour laquelle la Banque appuie ses pays membres à protéger leur capital naturel et à en tirer durablement des bénéfices. Ce sentiment d'urgence nous a motivé pour mobiliser récemment 6,5 milliards de dollars américains d'ici à 2025 pour la Grande Muraille Verte, un vaste programme de restauration des écosystèmes et d'amélioration des moyens d'existence à travers l'Afrique. Plus nos écosystèmes sont sains, plus la planète et ses habitants sont en bonne santé ! »

Pour la survie de la planète

La restauration des terres et des écosystèmes naturels est impérative pour notre survie et celle de notre planète. Elle peut considérablement contribuer à la reprise économique post-Covid-19, améliorer la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique de l'humanité et favoriser des sociétés plus saines, résilientes et prospères. Investir dans la restauration des terres crée en effet des emplois et génère des avantages économiques, et pourrait fournir des moyens de subsistance à un moment où des centaines

de millions d'emplois sont perdus. Dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement, le ministère ivoirien de l'Environnement et du Développement durable a organisé également une caravane de sensibilisation à travers la ville d'Abidjan. Cette opération était précédée d'une marche écologique, initiée par les organisations de la société civile ce samedi 5 juin dans le quartier de Yopougon. Cette quinzaine de l'environnement se poursuit avec la célébration de la Journée mondiale des océans ce mardi 8 mars, avec une cérémonie à Jacqueville et un webinaire organisé par la Banque africaine de développement sur le potentiel des ressources océaniques pour la nutrition, les emplois, le commerce et l'importance de l'économie bleue dans l'atténuation des conséquences du Covid-19 et pour le renforcement de la résilience. Parmi les évènements-phares de la quinzaine de l'environnement se tiendront, un panel scientifique le 15 juin sur le thème : « La restauration des terres garant d'une reprise économique post-Covid-19 ». La Journée mondiale de la désertification qui sera célébrée le 17 mars, à Abengourou, ainsi qu'un panel régional de haut niveau portant sur le thème : « Connecter la biodiversité, le changement climatique et la gestion durable des écosystèmes pour stimuler l'investissement ».

Achat de vaccins

L'UA va bénéficier d'un financement de 1,3 milliard $ de la Mastercard Foundation

Pour faire face à la pandémie de covid-19, l'UA a fait appel à de nombreux partenaires financiers pour faciliter l'acquisition des kits de dépistage et des vaccins. En 2020, la Mastercard Foundation avait participé au déploiement de près de 2 millions de kits de dépistage.

La Fondation MasterCard va déployer un financement de 1,3 milliard $ au profit de l'Union africaine (UA) pour soutenir la mise en place des campagnes de vaccination en Afrique. C'est ce qu'ont annoncé la fondation et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) dans un communiqué conjoint publié le mardi 8 juin. Selon les responsables, ce décaissement de fonds s'effectuera sur une période de trois ans et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative « sauver des vies et des moyens de subsistance ». Il s'agit d'un projet mis en place par la Mastercard Foundation et qui vise l'immunisation de près de 50 millions de personnes à travers l'acquisition de vaccins et le renforcement des capacités de l'Africa CDC. Reeta Roy (photo), présidente-directrice générale de la Fondation MasterCard a indiqué qu'« il est urgent de garantir un accès et une distribution équitables des vaccins en Afrique. Cette initiative vise à valoriser toutes les vies et à accélérer la reprise

économique du continent ». En outre, la mise à disposition des fonds permettra, au-delà de l'acquisition des vaccins, de soutenir l'effort de production locale. Il faut préciser que cette initiative est d'une grande importance en Afrique puisque la reprise économique post-covid dépend essentiellement de l'évolution des différentes campagnes de vaccination. En effet, les restrictions mises en place dans les différents pays africains ont relativement ralenti l'activité économique, provoquant la première récession du continent depuis 25 ans. Or, « le nombre de vaccins disponibles pour l'Afrique ne représente qu'une petite partie de l'offre mondiale, et les coûts financiers pour acheter, livrer et administrer les vaccins restent importants ». Ainsi, entre les achats de vaccins et l'adhésion de plusieurs pays africains à l'initiative Covax, les résultats des campagnes de vaccination en Afrique sont assez faibles puisque selon Africa CDC, seulement 2% de la population a été partiellement vaccinée et moins de 1% l'a été totalement. Rappelons que l'objectif de l'UA est de vacciner 60% de la population africaine, avant fin 2022, arrivant ainsi à une situation d'immunité collective. Dans ce sens, le Dr John Nkengasong, directeur d'Africa CDC a déclaré que « garantir l'inclusion dans l'accès aux vaccins et renforcer la capacité de l'Afrique à fabriquer ses propres vaccins n'est pas seulement bon pour le continent, mais est aussi la seule voie durable pour sortir de la pandémie et s'engager dans un avenir sûr sur le plan sanitaire ». Notons qu'au-delà de la contribution au secteur de la vaccination, cette initiative constitue selon la MasterCard Foundation, une opportunité de création d'emplois dans le secteur de la santé et de développement du capital humain en Afrique.

Avec Agence Ecofin

Mali

La filière mangue suscite un intérêt certain auprès des investisseurs

Le Mali a exporté entre 2018 et 2020 respectivement 21 340,62, 27 000,97 et 21 929,11 tonnes de mangues. Si la saison 2021 n'est pas encore terminée, la production sera en baisse, selon certains acteurs. Malgré tout, on note depuis quelques années une augmentation de la production et un intérêt certain des investisseurs pour ce produit, devenu le premier fruit d'exportation de ce pays.

Ces quantités restent néanmoins en deçà du potentiel, qui pourrait être augmenté « si les difficultés des producteurs sont prises en charge », explique M. Kélétigui Berthé, Secrétaire à la production de l'Interprofession mangue. L'une de ces difficultés est le traitement des vergers. Comparativement à la même période l'année passée, « il y a eu moins d'exploitations ». Mais cette année exceptionnelle ne concerne pas que le Mali, mais toute la sous-région, où un phénomène inédit a été observé, dont les raisons scientifiques n'ont pas encore été identifiées. Pour un potentiel de production estimé à 575 000 tonnes, toutes variétés confondues, les entreprises sont obligées de « se battre pour obtenir des financements », parce que « les gens ne connaissent pas la mangue », ajoute M. Berthé. Il encourage donc « les PTF, et surtout les banques locales, à davantage financer ce secteur, parce que cela reste l'un des problèmes pour l'exportation et même la production ». Les banques sont réticentes, mais si elles agissent la production pourrait être triplée, assure M. Berthé.

Engagement progressif

C'est dans ce sens que la société EYF vient de bénéficier d'un prêt de 250 000 euros (plus de 160 000 000 francs CFA) d'ABC Fund, quelque temps après un autre octroyé à CEDIAM. D'une centaine de tonnes en 2002, la société EYF exporte aujourd'hui environ 1 000 tonnes de mangues par an. Pour son Directeur commercial, M. Mahamadou Yaffa, ce prêt permettra d'avoir un fonds disponible 2 à 3 mois avant la campagne pour acquérir des emballages, qui ne sont souvent pas disponibles sur le marché, et de payer producteurs et pisteurs. Une bouffée d'oxygène pour cet exportateur de mangue depuis 1995, pour soutenir une activité qui pourrait être « plus porteuse », selon lui. La demande est forte, ce qui justifie sans doute l'intérêt des investisseurs. Pour maintenir les 300 emplois saisonniers au-delà de la campagne, qui dure environ 3 à 5 mois, il faut en plus du soutien à la production que les investisseurs contribuent à l'amélioration de la transformation. Car la demande est là, conclut-il. La mangue occupe une place prépondérante dans la production fruitière au Mali. Il a été introduit dans ce pays, à Kati, en 1890. Sa propagation dans les différentes régions n'a pas connu de difficultés majeures. Selon un rapport de la Direction nationale de l'agriculture et du monde rural publié entre 1997 et 1998, la mangue représente environ 60% des superficies de production fruitière au Mali.

Avec Journal du Mali

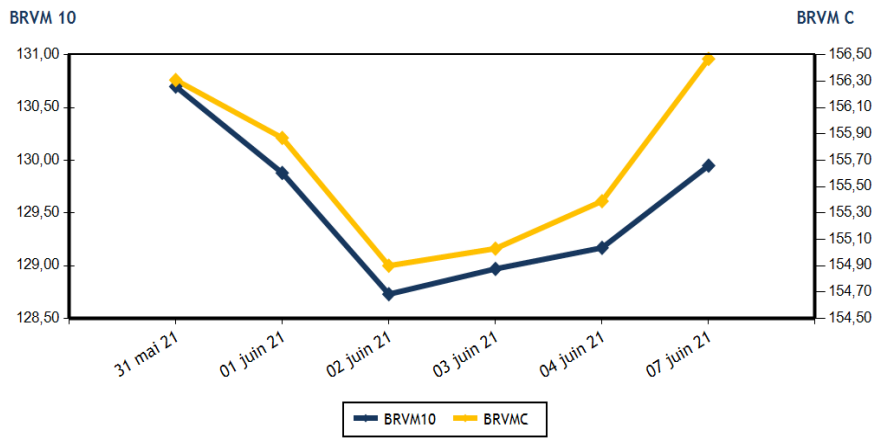
BRVM 10	129,95
Variation Jour	0,60 %
Variation annuelle	-0,71 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

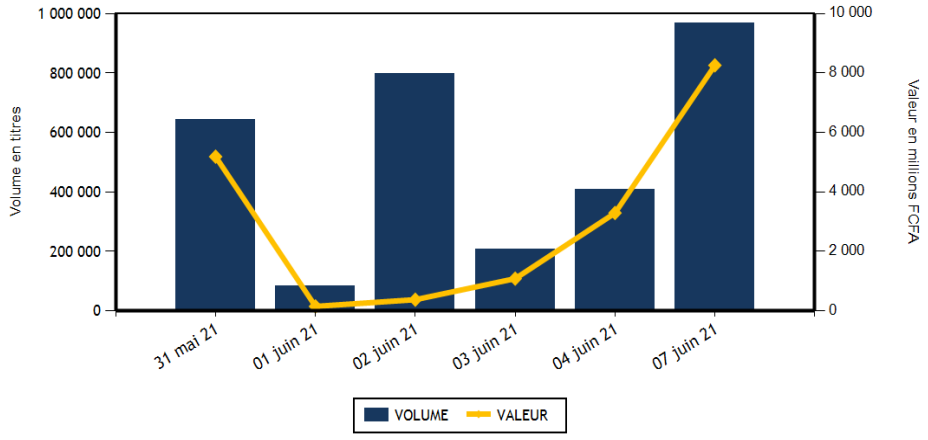
N° 107 — lundi 7 juin 2021 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	156,47
Variation Jour	0,70 %
Variation annuelle	7,64 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 708 878 789 231	0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 106	55,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	342 998 372	9,47 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	9	-35,71 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 523 935 669 339	-0,24 %
Volume échangé	801 331	166,44 %
Valeur transigée (FCFA)	7 913 267 144	165,75 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	585	7,34 %	108,93 %
SICOR CI (SICC)	1 485	7,22 %	20,73 %
BOLLORE (SDSC)	1 790	7,19 %	15,48 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 055	7,11 %	111,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	615	6,96 %	70,83 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	250	-7,41 %	8,70 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	345	-6,76 %	86,49 %
SAFCA CI (SAFC)	265	-5,36 %	-5,36 %
NESTLE CI (NTLC)	3 000	-3,23 %	837,50 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 055	-1,45 %	6,63 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	68,37	0,18 %	88,61 %	24 814	51 811 680	14,17
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	418,62	0,10 %	1,99 %	42 437	119 987 155	6,80
BRVM - FINANCES	15	58,92	0,72 %	-1,78 %	66 781	130 731 162	11,48
BRVM - TRANSPORT	2	435,97	7,03 %	15,13 %	2 425	4 349 485	7,24
BRVM - AGRICULTURE	5	142,47	0,70 %	64,63 %	17 247	22 032 195	9,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	254,42	2,39 %	12,36 %	13 049	13 881 940	15,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	721,82	7,34 %	108,93 %	353	204 755	3,39
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,68	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	89	
Volume moyen annuel par séance	204 144,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 192 784 977,55	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,19	
Ratio moyen de satisfaction	74,73	
Ratio moyen de tendance	2 344,51	
Ratio moyen de couverture	4,27	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	4,44	
Nombre de SGI participantes	30	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2985 Cotonou
Tél. : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77

BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 16 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77

GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pansau Naisna
CP. 88 Bissau
Tél. : (245) 320 16 02 Fax : (245) 320 16 02

MALI
Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1398 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11

NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la concertation
BP 13 299 Niamey
Tél. : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 69 47

SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06

TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél. : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Asie

Le riz basmati sème la discorde entre l'Inde et le Pakistan

Qui de l'Inde ou du Pakistan aura le droit d'exporter du riz estampillé «basmati» à l'Europe? La question semble anodine mais crée des tensions entre les deux pays.

Depuis plusieurs mois, l'Inde et le Pakistan se déchirent autour d'un produit issu de leur héritage commun, le basmati, pour savoir lequel sera autorisé à vendre sous cette appellation dans l'Union européenne ce riz tant apprécié des consommateurs. L'Inde a déposé auprès de la Commission européenne une demande d'Indication géographique protégée (IGP) qui, si elle était acceptée, lui garantirait l'usage exclusif du nom basmati dans l'UE. Le Pakistan, seul autre pays exportateur au monde de ce riz aromatique aux grains longs et fins cultivé sur le piémont de l'Himalaya, s'est immédiatement opposé à cette requête publiée en septembre 2020 au Journal officiel de l'UE. La candidature indienne a fait souffler un vent de panique au Pakistan, qui court le risque de perdre un important marché d'exportation, et a attisé la rivalité historique entre les deux puissances nucléaires nées de la partition de 1947. «C'est comme nous balancer une bombe atomique dessus», s'inquiète Ghulam Murtaza, co-propiétaire de Al-Barkat Rice Mills, une rizerie située à environ 30 km au sud de Lahore, dans la province du Pendjab, grenier à riz basmati du Pakistan. «(Les Indiens) ont causé tout ce tapage là-bas pour pouvoir s'emparer d'une manière ou d'une autre d'un de nos marchés cibles.» «Toute notre industrie du riz est touchée», ajoute ce petit entrepreneur dont les rizières se trouvent à peine à 5 km de la frontière indienne. Le Pakistan est le 4e exportateur de riz au monde, avec 4,5 millions de tonnes exportées en 2019, pour une valeur de

2,2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros), selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'Inde est première avec 9,7 millions de tonnes et 6,8 milliards de dollars.

«Un marché très important»

L'UE importe environ 300'000 tonnes de basmati par an, aux deux tiers d'origine pakistanaise et un tiers indienne, selon la Commission européenne. Particulièrement adapté aux plats prisés que sont le biryani ou le pilaf, le basmati est devenu très populaire à l'étranger, au Moyen-Orient notamment, ces deux ou trois dernières décennies. Le Pakistan a fortement augmenté ses exportations de basmati vers l'UE ces trois dernières années, en profitant des difficultés de l'Inde à s'adapter aux normes européennes plus strictes en matière de pesticides. «Pour nous, c'est un marché très, très important», concède Malik Faisal Jahangir, vice-président de l'Association des exportateurs de riz du Pakistan (Reap). L'IGP établit un droit de propriété intellectuelle pour des produits dont les caractéristiques sont liées au lieu géographique dans lequel a lieu au moins une étape de son processus de production, de transformation et de préparation. Elle se différencie de l'Appellation d'origine protégée (AOP), pour laquelle toutes ces étapes doivent se dérouler dans la région concernée. Les produits ainsi enregistrés sont protégés juridiquement contre l'imitation et l'utilisation abusive au sein de l'UE. Reposant sur un savoir-faire reconnu, ils peuvent ainsi être vendus plus cher. Le Pakistan estime avoir le même droit que l'Inde à se prévaloir de la dénomination basmati. «Évidemment, au niveau historique, la réputation, la zone géographique, elle est commune à l'actuelle Inde et (l'actuel) Pakistan», souligne Delphine Marie-Vivien, chercheuse en droit au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). L'Inde souligne ne pas avoir prétendu dans son dossier de candidature qu'elle était la seule à produire du basmati. Mais en faisant la demande d'IGP en son seul nom, elle cherche néanmoins à être reconnue comme telle.

(AFP)

Reprise économique

La Banque mondiale prévoit la plus forte croissance en 80 ans

L'institution financière a revu à la hausse mardi ses projections de croissance mondiale pour cette année, tout en déplorant le manque de vaccins dans les pays pauvres.

«Les économies avancées vivent leurs meilleurs jours, les pays à faible revenu les pires»: l'économie mondiale va enregistrer cette année sa plus forte croissance en 80 ans mais les pays pauvres, en manque de vaccins contre le Covid, continuent d'être à la traîne, déplore mardi la Banque mondiale.

«C'est plutôt impressionnant»

L'institution de Washington a relevé de 1,5 point à 5,6% sa prévision de croissance mondiale 2021, tirée par un fort rebond de «quelques économies majeures» avancées dont les Etats-Unis. De leur côté, les économies émergentes et en développement vont enregistrer une croissance de 6%. En théorie, «c'est plutôt (un taux) impressionnant», a réagi Ayhan Kose, vice-président de la Banque mondiale au cours d'un entretien avec l'AFP. «Mais c'est que la Chine joue un rôle important», avec une croissance attendue de 8,5%, explique l'économiste. Hors Chine, la croissance de ces pays ne sera plus que de 4,4% et si l'on prend uniquement les pays à bas revenus, la croissance tombe légèrement au-dessous de 2%, a-t-il détaillé. «Les économies avancées vivent leurs meilleurs jours, les pays à faible revenu les pires», dit-il. La Banque mondiale a en effet amélioré les prévisions pour presque toutes les régions et pays, exception faite des pays à faible revenu. Les décideurs doivent garder à l'esprit qu'il est «absolument essentiel de vacciner rapidement et de vacciner partout, pas seulement dans les économies avancées». La vaccination a pris trop de retard et «nous devrions nous inquiéter de nouvelles vagues» de Covid, a encore commenté M. Kose. «Bien qu'il y ait des signes encourageants de reprise mondiale, la pandémie continue d'infliger pauvreté et inégalités aux populations des pays en développement du monde entier», a résumé de son côté le président de la Banque mondiale, David Malpass, dans un communiqué.

Inflation et dette

Quelque 90% des économies avancées devraient retrouver leurs niveaux de revenu par habitant d'avant la pandémie d'ici 2022. Seulement environ un tiers des pays émergents et en développement devraient en revanche y parvenir. En conséquence, l'écart de revenu par habitant entre économies avancées et pays les plus pauvres, qui se réduisait avant la pandémie, va stagner, voire se creuser davantage. Les Etats-Unis ont bénéficié à la fois d'importants plans de relance et d'une campagne de vaccination rapide et efficace. La Chine profite, elle, d'une forte demande avec la reprise des échanges commerciaux. Pour autant, malgré le rebond historique, le Produit intérieur brut mondial sera d'environ 2% inférieur aux projections d'avant la pandémie pour cette année, a également détaillé la Banque mondiale. Les économies à faible revenu cumulent, elles, les difficultés puisqu'elles subissent aussi une aggravation de l'insécurité. D'autres risques brouillent en outre l'avenir des pays émergents, notamment l'inflation, souligne la Banque mondiale. «Nous pensons que l'accélération de l'inflation va être temporaire», a indiqué Ayhan Kose.

(AFPE)

Test

L'Apple TV fait sa mue

Le nouveau boîtier multimédia de la marque à la pomme apporte quelques solides innovations et reste un modèle de fonctionnalité. Mais handicapé en Suisse par l'absence de Siri.

Quatre ans après la sortie de son dernier modèle, voilà que l'Apple TV opère enfin sa mue de printemps. Une mue timide, proposant certes une version plus puissante, ainsi que de solides innovations, mais que l'on aurait souhaité plus révolutionnaire. On va y revenir… Mais avant cela, peut-être est-il utile de rappeler à quoi sert une Apple TV. Et surtout quels avantages offre un tel appareil par rapport à la plupart des téléviseurs modernes – entendez connectés –, eux aussi dotés de services similaires. L'Apple TV, c'est une passerelle multimédia permettant d'accéder à des contenus de toute sorte via des applications à télécharger. Soit avant tout une porte d'entrée vers la plupart des plateformes de streaming vidéo (Netflix, Disney+, Apple+, Amazon Prime…) ou musical (Deezer, Spotify, Tindal…). Exactement ce que proposent aujourd'hui bon nombre de téléviseurs, on est d'accord. Sauf qu'avec la force de frappe de l'App Store, les applications y sont beaucoup plus nombreuses. À titre d'exemple, la récente Play Suisse, plateforme de streaming de la SSR, n'est pas disponible sur notre Panasonic EZ1000, pourtant l'un des écrans les plus onéreux de 2017. L'Apple TV, elle, nous la trouve en un clin d'œil. Mais on pourra aussi y dénicher des applications de podcast, ou encore domotiques pour contrôler par exemple son chauffage, sa sonnette connectée ou sa caméra de sécurité, et voir ainsi s'afficher sur notre téléviseur la personne qui attend devant notre porte ou celle qui se faufile dans le jardin.

Elle en a sous le capot

Bien entendu, le boîtier est avant tout prévu pour fonctionner dans l'écosystème conçu à Cupertino et il se montre particulièrement efficace auprès des utilisateurs des appareils «pommés». On va d'ailleurs y retrouver Apple Arcade – jouer à «Fantasian» sur son téléviseur, c'est tout de même autre chose que sur son smartphone! – mais aussi Apple Music pour jouir de ses playlists sur son installation Home Cinéma ou sa barre de son, nos photos sauvegardées sur iCloud, et bientôt Apple Fitness+, dès que le service sera disponible en Suisse.

Avec lematin.ch

Environnement

Shell promet d'être plus écolo après un revers en justice

Après une décision de justice aux Pays-Bas, la firme pétrolière dit vouloir accélérer sa transition énergétique, sans dévoiler de mesures précises.

Le géant pétrolier Shell a promis mercredi d'accélérer sa stratégie climatique en réduisant davantage ses émissions carbone, à la suite d'une décision de justice défavorable aux Pays-Bas, mais sans toutefois dévoiler de mesures concrètes ni de calendrier précis. Ce verdict, dont le groupe prévoit de faire appel, «ne signifie pas un changement mais plutôt une accélération de notre stratégie», écrit le directeur général Ben van Beurden dans un texte publié sur le site internet du groupe anglo-néerlandais. «Désormais, nous allons chercher les moyens de réduire davantage encore nos émissions d'une manière réfléchie et rentable», complète le dirigeant. Il précise que «cela signifiera probablement de prendre des mesures ambitieuses mais dosées dans les années à venir», sans donner aucun détail. Fin mai, le tribunal de La Haye, saisi par des ONG, avait ordonné à Shell plus d'efforts pour abaisser ses «énormes» émissions de CO_2, en lui demandant de les réduire de 45% en net d'ici fin 2030 par rapport à 2019. Le groupe avait lui annoncé en février qu'il prévoyait de réduire – comparé à 2016 – son intensité carbone nette de 20% d'ici 2030, 45% d'ici 2035 et totalement (100%) d'ici 2050. Shell avait annoncé alors qu'il s'attendait à faire appel, ce qu'a confirmé son patron mercredi. «Deux semaines après, je suis toujours déçu» par la décision, souligne M. van Beurden, rappelant qu'elle s'applique «immédiatement» et ne sera pas suspendue pendant l'appel.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblees-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Pluton mal aspecté pourrait bien vous causer quelques problèmes épineux sur le plan financier, et vous aurez raison de regarder où vous mettez les pieds. Des affaires délicates secoueront votre tempérament économe de bon gestionnaire, pour qui un sou est un sou et doit en rapporter un autre assez vite. Ce sera un exploit si vous y arrivez.

Taureau Pour tous les natifs du signe, mais particulièrement pour ceux du premier décan, les influences lunaires ne seront pas des plus favorables sur le plan financier. Vous devrez donc vous montrer très vigilant en affaires et éviter tous les investissements pouvant vous engager à long terme.

Gémeaux Uranus soutiendra vos finances, vous incitant à éviter des dépenses excessives et à avoir des sursauts d'économie. L'aspect financier de la journée jouera également au niveau des idées qui pourraient vous enrichir. Une chance certaine concernant les jeux de hasard ; consultez votre nombre de chance du jour. Pour ceux qui attendent l'issue d'un procès ou d'un héritage, il y aura possibilité d'obtenir satisfaction au-delà de tout espoir.

Cancer Attention aux opérations financières hasardeuses ! Soyez très vigilant aujourd'hui, et méfiez-vous de personnes peu scrupuleuses qui tenteront d'abuser de votre confiance. Ouvrez l'oeil !

Lion Le secteur financier sera assez bien protégé. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une rentrée d'argent provenant d'un placement. Le Soleil en aspect harmonique pourrait aussi vous donner de bonnes idées pour améliorer vos ressources. Un bémol cependant : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

Vierge Jupiter, le maître de la chance et du succès, vous promet une journée faste sur le plan financier. N'hésitez pas à demander une prime quelconque ou, si vous avez des économies, à envisager des placements plus rentables. Attention tout de même au manque de lucidité : ne vous montrez pas trop optimiste ou trop dépensier.

Balance Vous gérerez votre situation financière avec une grande habileté. Tout en évitant les risques inconsidérés, vous prendrez des initiatives audacieuses. En même temps, vous effectuerez d'excellents placements.

Scorpion Neptune formera des combinaisons dysharmoniques, ce qui pourra vous brouiller les idées en matière d'argent. Attention, donc, si vous devez prendre une décision importante, concernant un achat onéreux par exemple, à ne pas foncer sans réfléchir. Prenez conseil auprès de personnes avisées, et attendez pour vous décider.

Sagittaire Neptune et Uranus vous vaudront une bonne dose de chance sur le plan pécuniaire. Votre sens de l'organisation et votre lucidité vous aideront à bien gérer votre budget, et à faire les bons choix si vous avez des décisions financières à prendre. Si vous envisagez un achat important, le Ciel vous sera favorable : ce sera le moment de signer.

Capricorne Côté argent, voyez un peu plus loin que le bout de votre nez. En effet, vous devrez éviter soigneusement de dépenser pratiquement tout ce que vous gagnez, en oubliant d'assurer vos arrières, de mettre un peu d'argent de côté dès que vous en aurez l'opportunité.

Verseau Si vous envisagez d'effectuer d'importantes transactions financières ou de procéder à la vente ou à l'achat d'une maison, les planètes vous seront particulièrement favorables aujourd'hui. Lancez-vous !

Poissons La matinée sera propice aux opérations immobilières d'envergure. Vous pourrez aussi améliorer l'équilibre de votre budget, grâce à une gestion habile de vos finances. Dans l'après-midi, par contre, redoublez de prudence, car votre jugement sera obnubilé par les aspects embrouillés de Neptune.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
Léonard DOSSOU

Administrateur délégué
Anicet Carlos Oké

Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale
Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur
Michel Yao AYEVA

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie
J.C. Inter press

Tirage: 5000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

Commission chargée du Suivi de l'Exécution du Contrat Etat Togolais-SICPA S.A

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs,** ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de **marque sécurisée obligatoire**.

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1er septembre 2020.** Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1er juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale comptent sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 07 MAI 2021

Le Ministre de l'Economie et des Finances

REPUBLIQUE TOGOLAISE ★ LE MINISTRE ★ Ministère de l'Economie et des Finances

Sani YAYA

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale

REPUBLIQUE TOGOLAISE ★ LE MINISTRE ★ MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE LA CONSOMMATION LOCALE

S. I. Kodjo ADEDZE

Trafic de stupéfiants

«Asso-6» battant pavillon togolais intercepté au large de Dakar

La marine sénégalaise a intercepté, le 6 juin 2021, un navire battant pavillon togolais. L'information a été révélée par la direction de l'information et des relations publiques des armées du Sénégal.

● *Eyram AKAKPO*

La Direction de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa) a donné plus de détails sur le navire, intercepté par la Marine nationale, le 6 juin 2021, à 140 kilomètres de Dakar. Dénommé «Asso-6 », de type cargo avec une longueur de 66 mètres sur 0 8 mètres et battant pavillon togolais, le navire avait à son bord une grande quantité de haschich. L'opération a été conduite par les patrouilleurs «Kédougou » et «Anambé » ainsi que par les forces spéciales de la Marine, avec le soutien de l'avion de patrouille maritime de l'armée de l'air. Le navire, les 7 membres de l'équipage et la cargaison ont été escortés vers la base Amiral Faye Gassama de Dakar où ils sont arrivés le 6 juin à 20 heures 5 minutes. Les tests effectués sitôt par les services de la Division de la police technique et scientifique en présence de l'Ocrtis, de l'Unité mixte de contrôle des containeurs, de la Subdivision maritime de la Douane, de la gendarmerie et de la Marine nationale, ont révélé une cargaison de plâtre et de haschich à bord. A l'issue des opérations de comptage et de pesage, il a été dénombré 279 sacs contenant chacun 30 kg de haschich en moyenne, soit un poids total de 8370 kg. En outre, 340 gros sacs contenant chacun 1000 kg de plâtre ont été trouvés dans les cuves du navire, pour un poids total de 340 tonnes. Le 28 avril 2020 déjà, la police espagnole avait annoncé également le démantèlement d'un navire battant pavillon togolais avec à son bord 4 tonnes de drogue. Il s'agissait d'un vaste réseau de trafiquants de drogue. Son interception avait permis l'arrestation de 28 personnes et la saisie de 4 tonnes de substances illicites. Dans un communiqué publié, la Police espagnole parlait d'un réseau « formé de conducteurs de bateaux rapides expérimentés et de trafiquants connus », travaillant pour « des plus importantes structures de trafic de drogue nationales ou internationales ». Leur mission était de « récupérer de la cocaïne en haute mer », poursuit la note rendue publique qui ajoute, par ailleurs, qu'il s'agirait de « l'organisation de transporteurs de drogue la plus importante de Galice ». Pour lutter contre le banditisme maritime au Togo, le pays veut se renforcer sur le plan juridique et sanctionner les criminels. Le ministère de la justice et de la législation avait à réceptionné en février dernier, 200 ouvrages sur le Droit international de la mer et le Droit maritime, offerts par l'ONUDC. Ce don, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime (GMCP), permet au système juridique de mieux participer à ce fléau devenu endémique dans le Golfe de Guinée.

Fronde sociale

Menace de grèves de 48 heures à la société AMINA SARL

Les employés de la société de fabrication des mèches Amina artificielles exaspérés par leurs conditions misérables de travail annoncent une grève de 48 heures à partir du jeudi 10 juin. Un mouvement qui est reconductible jusqu'à la satisfaction des doléances.

La cessation de travail décidée par l'Union des Syndicats des Travailleurs de la Zone Franche d'Exportation (USYNTRAZOFE) est motivée par la « dégradation continuelle des conditions de travail et de vie du personnel ouvrier d'AMINA TOGO SARL et l'indifférence notoire de la direction face aux préoccupations exprimées des travailleurs », souligne Telegramme 228. Ainsi, le syndicat demande aux responsables de la société Amina Togo SARL de reconsidérer les mesures de licenciement prononcées à l'encontre de certains de leurs camarades, de cesser des notifications verbales et brusques de fins et de ruptures de contrat de travail en violation des accords conclus entre la Direction du service et les représentants du personnel en 2013 et en 2016 et la réintégration des travailleurs touchées par cette situation. Les revendications portent également sur la régularisation de la situation contractuelle des travailleurs, la collaboration de l'employeur et de ses préposés avec les nouveaux délégués du personnel et la cessation de toute entrave à la mission des délégués du personnel dans les différentes sections de l'entreprise constituant une violence morale à l'endroit des délégués. Enfin, il exigent la révision des horaires d'entrée au service estimant que les nouveaux horaires d'entrée au service créent des insécurités sanitaires, des attroupements massifs aux portails de la société augmentant les risques de contamination au Covid-19 et le respect des dispositions fixant les modalités des heures supplémentaires (les travailleurs exécutent des heures supplémentaires illimitées, obligatoires et mal rémunérées) ».

Toujours ouvert au dialogue

Malgré la menace de grève, les employés représentés au sein du syndicat déclarent être toujours ouverts au dialogue avec la direction générale pour trouver un dénouement à cette triste situation pour un retour à la normale. Notons qu'AMINA TOGO SARL est une entreprise spécialisée dans les secteurs de mèches et perruques.

24heureinfo.com

Foot

Mario Balotelli a une offre en Turquie

Arrivant en fin de contrat avec Monza où il a évolué cette saison en Serie B, Mario Balotelli a disputé 14 matches pour 6 buts et 1 passe décisive avec la formation lombarde. Si la question de sa prolongation n'est pas encore déterminée, il peut toujours s'engager avec un autre club compte tenu de son statut de joueur libre.

D'après Sky Italia, un club turc a fait une proposition. Il s'agit d'un promu, la formation d'Adana Demirspor. Pleine d'ambition, l'équipe turque aurait proposé un contrat de trois ans au joueur qui aurait demandé un temps de réflexion. Continuer en Serie B ou aller en Turquie, Mario Balotelli a encore quelques jours avant de rendre son verdict.

Avec footmercato.net

Mercato

Tottenham a fait de Marcus Thuram sa priorité

Après deux saisons au Borussia Mönchenglabach, Marcus Thuram pourrait aller voir ailleurs cet été. Et Tottenham est passé à la vitesse supérieure.

Actuellement avec l'équipe de France pour disputer l'Euro 2020, Marcus Thuram n'a certainement pas la tête à son avenir. Arrivé au Borussia Mönchengladbach en 2019 après son aventure à Guingamp, l'attaquant aujourd'hui âgé de 23 ans est à un tournant de sa jeune carrière. Il y a quelques jours, nous vous révélions en exclusivité que le fils de Lilian Thuram, ainsi que son compatriote Alassane Pléa, voulait quitter la formation de Bundesliga. Auteur de 11 buts et 12 passes décisives en 40 apparitions toutes compétitions confondues, l'international français (3 sélections) a réussi à taper dans l'œil de certaines formations. Justement, le 3 juin dernier, nous vous expliquions que l'Angleterre était une destination possible pour Marcus Thuram, qui a donc joué en France et en Allemagne. Et cette tendance se confirme...

Négociations en cours entre les parties

D'après les informations de RMC Sport, l'ancien Guingampais est actuellement en discussion avec le club anglais de Tottenham. Septièmes de Premier League en 2020-2021, les Spurs veulent s'attacher les services du Français qui est tout simplement leur priorité explique le média. Aucun prix n'a été évoqué pour le moment mais du côté de Glabach, Marcus Thuram dispose d'une clause libératoire de 30 millions d'euros (elle passera à 45M€ en 2022). Reste désormais à savoir ce qu'en pense le Borussia Mönchengladbach, où le natif de Parme (Italie) a encore un contrat jusqu'en juin 2023. Mais si certains clubs veulent passer à l'action pour recruter Marcus Thuram, il faudrait mieux le faire cet été avec le prix de la clause. Et dans ce cas-là, le club allemand n'aura pas vraiment son mot à dire.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

LA MAIN DU MARBRE - Sarl

LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56